

Cote du document: EB 2010/101/R.33  
Point de l'ordre du jour: 15 e) ii)  
Date: 9 novembre 2010  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## Rapport du Président

### Proposition de prêt et de don à la République de Moldova pour le

### Projet de développement des services financiers ruraux et des entreprises agroalimentaires

#### Note pour les représentants au Conseil d'administration

##### Responsables:

##### Questions techniques:

**Abdelkarim Sma**  
Chargé de programme de pays  
téléphone: +39 06 5459 2500  
courriel: [a.sma@ifad.org](mailto:a.sma@ifad.org)

##### Transmission des documents:

**Liam F. Chicca**  
Fonctionnaire responsable des  
organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2462  
courriel: [l.chicca@ifad.org](mailto:l.chicca@ifad.org)

Conseil d'administration — Cent unième session  
Rome, 14-16 décembre 2010

---

Pour: **Approbation**

## Table des matières

<b>Carte de la zone du projet</b>	<b>ii</b>
<b>Résumé du financement</b>	<b>iii</b>
<b>Recommandation pour approbation</b>	<b>1</b>
<b>I. Le projet</b>	<b>1</b>
A. Principal créneau de développement visé par le projet	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	2
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	3
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	4
H. Avantages et justification économique et financière	4
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	5
<b>II. Instruments juridiques et autorité</b>	<b>6</b>
<b>III. Recommandation</b>	<b>6</b>
<b>Annexe</b>	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	7
<b>Appendices</b>	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	2

# Carte de la zone du projet

## Republic of Moldova

IFAD-funded operations in the country

Design report



**Source:** FIDA  
 Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

## République de Moldova

### Projet de développement des services financiers ruraux et des entreprises agroalimentaires

#### Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur:</b>	République de Moldova
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère de l'agriculture et de l'industrie alimentaire
<b>Coût total du projet:</b>	39,3 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	12,4 millions de DTS (équivalant approximativement à 19,3 millions d'USD)
<b>Montant du don du FIDA:</b>	0,32 million de DTS (équivalant approximativement à 0,5 million d'USD)
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
<b>Cofinanceur:</b>	Agence danoise pour le développement international
<b>Montant du cofinancement:</b>	4,5 millions d'USD (don)
<b>Contribution des institutions financières participantes:</b>	1,8 million d'USD
<b>Contribution de l'emprunteur:</b>	1,5 million d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	11,7 millions d'USD
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	FIDA
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe par le FIDA

## Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République de Moldova pour le Projet de développement des services financiers ruraux et des entreprises agroalimentaires, telle qu'elle figure au paragraphe 35.

## Proposition de prêt et de don à la République de Moldova pour le Projet de développement des services financiers ruraux et des entreprises agroalimentaires

### I. Le projet

#### A. Principal créneau de développement visé par le projet

1. Le projet vise à soutenir les efforts en cours de la République de Moldova pour promouvoir son secteur agroalimentaire et répondre, ce faisant, aux besoins des acheteurs, tant sur le marché national qu'à l'exportation; renforcer la rentabilité des entreprises rurales; et donner à la population rurale, et notamment aux jeunes, des possibilités d'emploi décent. À cette fin, le projet s'attachera essentiellement à appuyer l'adoption d'arrangements inclusifs pour une agriculture sous contrat tout en favorisant l'accès à une gamme complète de produits financiers appropriés et pleinement intégrés, notamment ceux qui permettent d'améliorer durablement les revenus des groupes les plus vulnérables et les plus pauvres des zones rurales.

#### B. Financement proposé

##### Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la République de Moldova un prêt d'un montant de 12,4 millions de DTS (équivalant approximativement à 19,3 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables, et un don d'un montant de 0,32 million de DTS (équivalant approximativement à 0,5 million d'USD), pour contribuer au financement du Projet de développement des services financiers ruraux et des entreprises agroalimentaires. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an.

##### Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour la République de Moldova au titre du SAFP est de 19,8 millions d'USD sur les trois ans du cycle 2010-2012. Le montant total du prêt et du don ne dépasse pas celui de cette allocation.

##### Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

4. Avec des indicateurs se situant tous bien en dessous du seuil d'endettement du pays, le risque de surendettement est faible en République de Moldova. Le ratio dette totale-PIB est raisonnable (31%) et devrait atteindre 36% en 2011. Les antécédents relatifs à l'exécution des projets financés par le FIDA en République de Moldova sont très satisfaisants, le décaissement intégral des fonds et la clôture anticipée des prêts y étant généralement observés.

##### Flux de fonds

5. Une fois signé un accord de financement type entre le FIDA et le Gouvernement moldove, les montants du prêt et du don du FIDA seront transférés sur deux comptes séparés qui seront ouverts à cet effet et gérés par le Ministère des finances et serviront à financer la part des dépenses de ce projet revenant au FIDA.

**Modalités de supervision**

6. Le projet sera directement supervisé par le FIDA, conformément aux directives opérationnelles du Fonds pour la supervision directe et l'appui à l'exécution.

**Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA**

7. Aucune dérogation n'est prévue.

**Gouvernance**

8. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du prêt du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) passation des marchés conformément aux Directives du FIDA concernant la passation des marchés, les seuils soumis à un examen préalable étant stipulés dans la lettre à l'emprunteur; ii) supervision directe régulière; iii) contrôle annuel des comptes du projet et des états financiers par un commissaire aux comptes indépendant, conformément aux normes de vérification généralement reconnues; iv) fourniture d'une assistance technique nationale et internationale de haut niveau; et v) priorité à des systèmes de gestion de l'information de haute qualité.

**C. Groupe cible et participation****Groupe cible**

9. En accord avec la Politique du FIDA en matière de ciblage, le projet ciblera les personnes pauvres qui sont susceptibles de tirer profit d'un accès amélioré aux actifs et des possibilités offertes dans le domaine de la production agricole et des activités rurales associées génératrices de revenus. En particulier, les groupes cibles essentiels comprendront: i) des personnes ayant le sens du commerce; ii) des personnes exerçant une activité économique; et iii) des personnes très démunies.

**Méthode de ciblage**

10. Le ciblage recourra à une quadruple approche: i) ciblage géographique pour orienter les investissements dans les zones où les populations rurales pauvres sont très concentrées, identifiées au moyen de l'indicateur de multiples privations du Ministère de l'économie et des systèmes de classification concernant la pauvreté du Bureau national des statistiques; ii) analyse des filières pour les denrées alimentaires à forte valeur afin d'identifier des liens profitables et durables avec le groupe cible du projet; iii) autociblage pour promouvoir des activités qui intéressent avant tout le groupe cible du projet; et iv) ciblage direct sur la base des critères d'admissibilité arrêtés pour les services dans le domaine du financement rural et des petites infrastructures rurales.

**Participation**

11. La fourniture de services financiers ruraux et les interventions pour le renforcement des capacités dans la composante du projet relative au développement de l'agroalimentaire au profit des pauvres reposent sur une approche axée sur le marché qui implique une participation active des bénéficiaires. Des équipements à vocation sociale améliorant l'accès aux routes, au gaz naturel, à l'électricité et à l'eau sont également prévus. Sur la base de l'expérience du FIDA dans les projets précédents ou en cours menés en République de Moldova, les bénéficiaires devraient contribuer à hauteur de 30% du coût total du projet.

**D. Objectifs de développement****Objectifs clés**

12. Le projet vise à réduire la pauvreté monétaire constatée dans les zones rurales de la République de Moldova, et ses objectifs spécifiques seront donc les suivants: i) améliorer d'une manière bénéfique aux personnes pauvres l'efficacité des chaînes de valeur liées à l'agriculture, en particulier en soutenant l'introduction et l'établissement de normes de qualité et de sécurité alimentaire reconnues au niveau international et le développement de l'agriculture sous contrat; ii) accroître l'accès

des populations rurales pauvres au crédit en appuyant des instruments financiers ruraux appropriés et abordables; et iii) réduire ou supprimer les obstacles infrastructurels qui empêchent d'améliorer les avoirs et les revenus des ruraux pauvres.

#### **Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions**

13. Se concentrer sur toutes les possibilités de croissance bénéfique aux pauvres, tel est l'objectif du travail de concertation que mène le FIDA en République de Moldova. Dans ce cadre, le projet et les discussions en cours avec le gouvernement s'attacheront principalement à résoudre les problèmes liés à la productivité agricole pour les denrées dont la production peut être rentable et pour lesquelles il existe une forte demande.

#### **Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA**

14. Conformément au Cadre stratégique du FIDA 2007-2010 et aux principaux objectifs stratégiques définis dans le programme d'options stratégiques pour la République de Moldova conduit par le FIDA en 2007, le projet vise à: établir des liens commerciaux bénéfiques aux populations rurales pauvres par un appui aux chaînes de valeur alimentaires compétitives, incluant l'étude et le développement des marchés, les services de développement d'entreprises et les associations de producteurs; atteindre des normes de qualité internationales pour la production, la transformation et le conditionnement; et promouvoir l'accès à une gamme complète de services financiers appropriés et pleinement intégrés, avec un accent particulier sur les produits pouvant contribuer à améliorer durablement les revenus des groupes les plus vulnérables et les plus pauvres des zones rurales.

### **E. Harmonisation et alignement**

#### **Alignement sur les priorités nationales**

15. Le projet est tout à fait en phase avec les stratégies agricoles de la République de Moldova pour la réduction de la pauvreté, qui font de l'appui au développement des chaînes de valeur et des entreprises rurales les principaux moyens de réduction de la pauvreté.

#### **Harmonisation avec les partenaires du développement**

16. Le projet a été étroitement conçu et harmonisé avec d'autres partenaires pour le développement, notamment: i) l'Organisation pour le développement des petites et moyennes entreprises et pour la formation des jeunes entrepreneurs; ii) l'Agence des États-Unis pour le développement international, et plus particulièrement son projet pour la compétitivité agricole et pour le développement des entreprises; iii) Millennium Challenge Corporation, qui a effectué des investissements complémentaires en aval dans les installations de transformation et de commercialisation du secteur agroalimentaire et qui développe actuellement des schémas viables d'agriculture sous contrat; iv) la Banque mondiale, à différents niveaux institutionnels et à celui de la concertation en matière de vulgarisation, de financement rural, de développement de l'entreprise et de petite infrastructure; v) la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, pour le financement du développement des petites et moyennes entreprises; vi) le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), par son étude à indicateurs multiples à paraître en 2011; vii) AGROinform, pour le développement des systèmes d'information sur les marchés ruraux; et viii) différentes organisations de vulgarisation et à assise paysanne (par exemple, l'Agence nationale pour le développement rural, la Fédération nationale des agriculteurs de Moldova).

### **F. Composantes et catégories de dépenses**

#### **Principales composantes**

17. Le projet comprend quatre composantes: i) développement agroalimentaire bénéfique aux pauvres; ii) services financiers ruraux; iii) petites infrastructures rurales; et iv) gestion du projet.

### **Catégories de dépenses**

18. Les catégories de dépenses du projet, cofinancement compris, sont les suivantes: i) prêts (77%); ii) travaux de génie civil (11,7%); iii) biens (1,6%); iv) assistance technique, formation et études (6,4%); et v) coûts de fonctionnement, salaires et indemnités (3,2%).

## **G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats**

### **Principaux partenaires d'exécution**

19. Le Ministre moldove de l'agriculture et de l'industrie alimentaire sera l'agent d'exécution principal. Le comité directeur de projet du FIDA se chargera du suivi du projet et définira la ligne d'action globale ainsi que toute autre directive relative au projet.

### **Responsabilités en matière d'exécution**

20. Une unité consolidée d'exécution du projet aura la responsabilité globale au quotidien de la programmation, de la gestion et de la coordination du projet, ainsi que du suivi et de l'évaluation des résultats et des comptes rendus administratifs et financiers du projet. Elle jouira par ailleurs d'une autonomie administrative et financière pour recruter des tiers si l'exécution du projet le nécessite. Une structure spécifique – un dispositif de financement sur fonds propres pour le secteur agroalimentaire – sera créée et au cours de la seconde année du projet pour financer les interventions d'investissement prévues au projet.

### **Rôle de l'assistance technique**

21. Le financement du FIDA inclut 1,25 million d'USD pour l'aide technique nationale et internationale relative à toutes les composantes du projet.

### **Situation des principaux accords d'exécution**

22. Les arrangements existants d'exécution avec le Ministère de l'agriculture et de l'industrie alimentaire et celui des finances conviennent au FIDA.

### **Principaux partenaires financiers et montants engagés**

23. Le coût total du projet est de 39,3 millions d'USD sur une période de cinq ans. Les sources de financement sont les suivantes: le FIDA, avec un prêt de 19,3 millions d'USD (49,1% du coût total du projet) et un don de 0,5 million d'USD (1,3%); le gouvernement, avec une contribution de 1,5 million d'USD (3,8%); les bénéficiaires, avec une contribution de 11,7 millions d'USD (29,8%); et des institutions financières participantes, pour un montant de 1,8 million d'USD (4,5%). Un don supplémentaire de 4,5 millions d'USD (11,4%) a été annoncé par l'Agence danoise pour le développement international afin de soutenir les activités de financement prévues au projet visant à encourager l'entrepreneuriat chez les jeunes.

## **H. Avantages et justification économique et financière**

### **Principales catégories d'avantages découlant du projet**

24. Le projet devrait avoir des répercussions bénéfiques sur près de 37 000 personnes, dont 1 450 environ tireront des avantages directs de la composante relative aux services financiers ruraux et quelque 34 730 bénéficieront de la composante concernant les petites infrastructures. On estime également que le projet générera 1 500 emplois supplémentaires en équivalent temps plein.

### **Viabilité économique et financière**

25. Les modèles concernant les entreprises, la production, l'infrastructure et les ressources en fonds propres affichent des résultats satisfaisants, avec un taux de rentabilité économique estimé à 25% et un taux interne de rentabilité financière évalué à 16% sur une période de 20 ans.



## **I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement**

### **Modalités de gestion des savoirs**

26. Les produits du savoir et les processus d'apprentissage du projet résulteront de l'expérience sur le terrain, notamment en ce qui concerne l'agriculture sous contrat, l'agriculture de conservation et le dispositif de financement sur fonds propres pour le secteur agroalimentaire, ainsi que des bilans annuels des parties prenantes, des ateliers de programmation, des études sectorielles, comptes rendus et du suivi-évaluation. Enfin, via des publications multimédias valorisant l'expérience, le projet contribuera de manière substantielle à la connaissance nationale et régionale.

### **Innovations en matière de développement**

27. Le projet présente un nombre de caractéristiques innovantes dans le contexte moldove: perfectionnement de la méthodologie et de la pratique concernant les chaînes de valeur; développement de l'agriculture sous contrat; développement de l'agriculture de conservation; et création d'un dispositif de financement des entreprises agroalimentaires sur fonds propres.

### **Approche d'élargissement**

28. Ce projet est conforme à l'optique du FIDA pour la République de Moldova s'agissant d'élargir son action, à savoir poursuivre l'appui aux programmes de prêts d'investissement, aux opérations portant sur le microcrédit et l'infrastructure rurale, avec un accent supplémentaire mis sur le développement des chaînes de valeur. Plus particulièrement, le projet met en avant dans sa conception des mesures visant à renforcer la participation durable et la diversification des institutions financières moldoves, banques commerciales comprises, pour qu'elles fournissent une large gamme de produits financiers. Il fait également une très large place au suivi et à l'évaluation, renforçant de ce fait la capacité locale à systématiquement contrôler et évaluer l'expérience, à appréhender le contexte du secteur financier, à évaluer l'impact des interventions sur la pauvreté, à préparer des orientations pour les réformes gouvernementales et institutionnelles et, par voie de conséquence, à renforcer les perspectives d'application à plus grande échelle.

## **J. Principaux risques**

### **Principaux risques et mesures d'atténuation**

29. Le projet devra faire face à quatre risques majeurs: i) une sensibilité extrême de l'économie moldove aux chocs exogènes, ainsi que l'ont montré les crises financière et économique actuelles; ii) un comportement commercial non éthique; iii) des ingérences politiques dans le processus de choix des investissements dans les petites infrastructures; et iv) le changement climatique. Parmi les mesures d'atténuation prévues, on peut citer: i) aide aux entreprises agroalimentaires pour qu'elles élargissent leur capacité d'exportation vers divers marchés, pour qu'elles améliorent la viabilité de leurs activités en abaissant leurs coûts, en développant leur production et en mobilisant des fonds propres; ii) constitution de solides arrangements d'approvisionnement et de paiement en recourant à l'agriculture sous contrat; iii) nombreux critères à remplir pour obtenir un financement au titre de la composante petites infrastructures, obligation d'examen préalable et mesures de supervision; et iv) mise en avant de bonnes pratiques écologiques et environnementales.

### **Classification environnementale**

30. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet a été classé en catégorie B, car il ne risque pas d'avoir d'effet néfaste notable sur l'environnement.

## **K. Durabilité**

31. La durabilité du projet sera assurée par les moyens suivants: une agriculture en phase avec les marchés, ce qui, sous réserve d'une mise en œuvre correcte, devrait

permettre des investissements durables; l'utilisation d'un mécanisme rural de crédit renouvelable pour étendre l'implantation des services financiers au-delà de la durée de vie du projet (sur une période d'au moins 10 ans); une obligation de cofinancement par les bénéficiaires qui devrait les inciter à atteindre une rentabilité durable de leurs investissements; et, comme on l'a vu dans les investissements soutenus par le projet et lors des formations, un positionnement des bénéficiaires pour qu'ils puissent s'engager de manière profitable sur les marchés établis et émergents.

## **II. Instruments juridiques et autorité**

32. Un accord de financement entre la République de Moldova et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
33. La République de Moldova est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
34. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

## **III. Recommandation**

35. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République de Moldova un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à douze millions quatre cent mille droits de tirage spéciaux (12 400 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République de Moldova un don d'un montant équivalant à trois cent vingt mille droits de tirage spéciaux (320 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

## **Negotiated financing agreement: "Rural Financial Services and Agribusiness Development Project (RFSADP)"**

(Negotiations concluded on 21 October 2010)

Loan Number: \_\_\_\_\_

Grant Number: \_\_\_\_\_

Project Title: Rural Financial Services and Agribusiness Development Project (the "Project")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

The Republic of Moldova (the "Borrower/Recipient")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

### **WHEREAS**

A. the Borrower/Recipient has requested financing in the form of loan and grant from the Fund to assist in financing the Project described in schedule 1 to this Financing Agreement; and

B. the Government of the Kingdom of Denmark (Denmark) intends to make available to the Fund a financial contribution (the "Danish Contribution") to assist in financing the Youth Entrepreneurship Financing Sub-Component of the Project on terms and conditions to be set forth in a co-financing agreement between Denmark and the Fund (the "Co-Financing Agreement");

**NOW THEREFORE**, the Parties hereby agree as follows:

### **Section A**

1. The following documents collectively form this Financing Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenants (Schedule 3).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan (the "Loan") and a Grant (the "Grant") to the Borrower/Recipient (the "Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

**Section B**

1. The amount of the Loan is twelve million four hundred thousand Special Drawing Rights (SDR 12 400 000). The amount of the Grant is three hundred and twenty thousand Special Drawing Rights (SDR 320 000).
2. The Loan is granted on highly concessional terms.
3. The Loan Service Payment Currency shall be USD.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.
5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 1 June and 1 December with payments of principal made in 59 equal semi-annual instalments of SDR 206 667 commencing on 1 June 2021 and ending on 1 June 2050 and one final semi-annual instalment of SDR 206 647 payable on 1 December 2050.
6. Designated accounts.
  - (a) There shall be a loan designated account (the "Loan Designated Account") and a grant designated account (the "Grant Designated Account") for the purposes of receiving the Loan and the Grant respectively and financing the Project.
  - (b) Both Designated Accounts shall be opened through the State Treasury of the Borrower/Recipient in a bank acceptable to the Fund, denominated in USD and on terms and conditions satisfactory to the Fund, including but not limited to appropriate protection against set off, seizure or attachment. The Project Director referred to in paragraph 8 of Schedule 1 hereto, the Chief Accountant of the IFAD Consolidated Programme Implementation Unit (the "CPIU-IFAD") referred to in paragraphs 6 and 7 of Schedule 1 hereto, and one duly appointed representative from the Borrower/Recipient, or their respective delegates, shall be fully authorized to operate the Designated Accounts. All signatories shall be required for all transactions on the Designated Accounts.
7. Project accounts.
  - (a) There shall be two (2) Project Accounts for the benefit of the Project, opened through the State Treasury of the Borrower/Recipient in a bank acceptable to the Fund, to receive resources from the Loan Designated Account and the Grant Designated Account respectively.
  - (b) Other Project Accounts, including but not limited Project-Specific Accounts, shall be opened and maintained by the Borrower/Recipient upon the request of the Fund.
8. The Borrower/Recipient shall provide counterpart financing for the Project to cover duties and taxes of the Project in accordance with Annual Work Plans and Budgets (AWPBs) referred to in paragraph 10 of Schedule 1 hereto.

**Section C**

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Agriculture and Food Industry.
2. The Project Completion Date shall be the fifth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

## Section D

The Loan and the Grant will be administered and the Project supervised by the Fund.

## Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:

(a) The Project Implementation Manual (the "PIM") referred to in paragraph 11 of Schedule 1 hereto, or any provision thereof, has been abrogated, waived, suspended, or amended without the prior consent of the Fund and the Fund has determined that any such waiver, suspension, termination, amendment or modification has, or is likely to have, a material adverse effect on the Project. In the event of any conflict between the provisions of the PIM and those of this Agreement, the provisions of this Agreement shall prevail.

(b) Any competent authority has taken action without the prior consent of the Fund for institutional changes to the IFAD Programme Steering Committee (the "IPSC") referred to in paragraph 6 of Schedule 1 hereto and/or the CPIU-IFAD, including but not limited to modification of the membership composition, dissolution and merger and the Fund has determined that any such event listed above is likely to have a material adverse effect on the Project.

2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

(a) the IFAD no-objection to the final version of the PIM shall have been obtained; and

(b) the Designated Accounts and Project Accounts shall have been opened on terms and conditions in accordance with this Agreement.

3. The following are designated as additional specific conditions precedent to withdrawal under categories I.a, I.b and I.c referred to in Schedule 2: at least one participating financial institution, selected and accredited under criteria acceptable to the Fund, has entered into a Subsidiary Loan Agreement satisfactory to the Fund with the Ministry of Finance, for the relevant Sub-components.

4. The following are designated as additional specific conditions precedent to withdrawal under category I.d referred to in Schedule 2: the Agribusiness Equity Fund (the "AEF") has been formally established with a legal personality under the domestic law of Moldova.

5. This Agreement is subject to ratification by the Borrower/Recipient.

6. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

The President of IFAD  
International Fund for Agricultural Development  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italy

For the Borrower/Recipient:

Ministry of Finance  
Cosmonautilor, 7 str.  
2005 Chişinău  
Republic of Moldova

This agreement, dated \_\_\_\_\_, has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower/Recipient.

\_\_\_\_\_  
For the Fund

\_\_\_\_\_  
For the Borrower/Recipient

## Schedule 1

### *Project Description and Implementation Arrangements*

#### I. Project Description

1. *Target Population and Project Areas.* The Project has national coverage, while priority is given to areas of the highest concentrations of poor rural women and men. The number of direct beneficiaries is estimated to be 37 000.
2. *Goal.* The overall goal of the Project is to contribute to reducing rural income poverty in Moldova.
3. *Objectives.* The objectives of the Project are: (i) to improve in a pro-poor manner the efficiency of agriculture-related value chains, particularly through support to the introduction and establishment of internationally-recognised quality and food-safety standards and support to the development of contract farming; (ii) to increase the access of poor rural people to credit through support to appropriate, affordable, rural financial instruments; and (iii) to alleviate or remove infrastructure bottlenecks to improving the assets and incomes of poor rural people.
4. *Components.* The Project will have four components: (i) Pro-Poor Agribusiness Development; (ii) Rural Financial Services; (iii) Small-scale Rural Infrastructure; and (iv) Project Management.

4.1. *Pro-Poor Agribusiness Development.* The Component will support and target rural people through linking them more profitably, either as producers, small or medium entrepreneurs or employees to agricultural high-value commodity chains. This linkage is to be achieved through three sub-components, namely (i) Contract Farming Development to provide a stable, sustainable and incrementally profitable link to high-value agricultural commodity chains; (ii) Conservation Farming Development to enhance soil fertility and thus mitigate the risk of crop failures within the dominant system of rainfed agriculture; and (iii) Agribusiness Equity Fund (AEF) Development to support the establishment of the AEF with a legal personality under the domestic legal system of Moldova, with the aim of addressing current constraints to long-term financing of agribusinesses.

4.2. *Rural Financial Services.* This Component comprises three sub-components: (i) Loan and equity financing of SME investments in Project-prioritised agricultural value chains, through the provision of loans via commercial banks in the case of loan and through the AEF (see Component 1) in the case of equity; (ii) Loan financing of young entrepreneurs' investments in Project-prioritised agricultural value chains, through refinancing of loans provided by commercial banks which shall be selected under identical criteria adopted in other IFAD on-going operations in Moldova; and (iii) Micro financing of poor on- and off-farm rural entrepreneurs' short- and medium-term investments and working capital by Savings and Credit Associations (SCAs), with the Rural Finance Corporation (RFC) and Microinvest acting as financing intermediaries under terms and conditions satisfactory to the Fund. Revolving funds will be administered by the Ministry of Finance (MoF) in accordance with the arrangements described in paragraph 9 of this Schedule.

4.3. *Small-Scale Rural Infrastructure.* This Component will contribute to removing infrastructure bottlenecks which inhibit the participation of poor commercially/market-oriented small farmers and economically active rural poor in Project-prioritised value chains and consequently their access to the corresponding benefits. The component shall award competitive contributory grants for investments in public infrastructure that will enable and enhance private sector investments and activities in rural areas. Requests for

funding from this component may come from different stakeholders. Applicants may be farmers' interest groups, formal producers' associations, other associations, and local small and medium size entrepreneurs/processors.

4.4. *Project Management.* The Project will finance the operations of the IFAD Consolidated Programme Implementation Unit (CPIU-IFAD) of the Borrower/Recipient in performing its implementation responsibilities concerning the Project.

## II. Implementation Arrangements

5. *Lead Project Agency.* The Ministry of Agriculture and Food Industry, in its capacity as Lead Project Agency, shall have overall responsibility for the implementation of the Project.

6. *The IFAD Programme Steering Committee (the IPSC).* The IPSC has been established by Government decree and responsible for providing overall policy, other guidance and oversight for all IFAD-financed projects and programmes in Moldova. The IPSC will have the same responsibility and function with respect to the Project.

6.1. *Composition.* The Minister of Agriculture and Food Industry will be the *ex officio* Chairperson of the IPSC. Other members include a representative of the Ministry of Finance (MOF), a representative of the Aid Coordination Unit under the State Chancellery, a representative of the Parliament's Agricultural Commission, the National Bank of Moldova (NBM), and representatives from other Project stakeholders, including Government agencies, organisations (public and private) as may be deemed appropriate. The IPSC membership may be amended depending on Project requirements, with the prior approval of IFAD. The Project Director (see below) and a representative of the Credit Line Directorate, MOF (CLD) will participate in the meetings, and secretariat services will be provided for the IPSC by the Consolidated Programme Implementation Unit (see below).

7. *IFAD Consolidated Programme Implementation Unit (the CPIU-IFAD).* The responsibility for Project's day-to-day management and implementation will rest with the CPIU-IFAD, which have been in charge of same responsibilities for all previous IFAD-financed projects and programmes in Moldova under the leadership of the Director. Additional positions within the CPIU-IFAD will be created as needed and funded by the Project in consultation with the IPSC and be subject to the concurrence of IFAD. The principal functions of the CPIU-IFAD will be to carry out the overall programming and budgeting of Project activities, take the lead in Project implementation in cooperation with business development and other services providers, infrastructure contractors, beneficiary institutions, such as farmer-based organisations and rural women's groups, participating financial institutions (PFIs), and monitor and document Project progress.

8. *Project Director.* The Director of the CPIU-IFAD shall be the Project Director, who shall take responsibilities including but not limited to project management, financial management, accounting, procurement, rural finance coordination, monitoring and evaluation, value chain facilitation and infrastructure coordination. Shall the Project Director be replaced, the successor will be selected and appointed through a transparent competitive process and based on qualifications, experience and Terms of Reference approved by the Fund. The appointment of the Project Director shall require the prior approval of the Fund. The Project Director shall report to the IPSC.



9. *Additional Implementation Arrangements.* In addition to the implementation arrangements described above, the Credit Line Directorate (CLD) at the MoF shall take over the management and monitoring of the refinancing loan portfolio following disbursement by the CPIU-IFAD and shall manage the revolving refinancing for similar investment for at least ten (10) years beyond the Project Completion Date.
10. *Annual Work Plans and Budgets (AWPBs).* The CPIU-IFAD will prepare a draft AWPBs for each Project year, and will propose such a draft to the IPSC for review and approval and once approved, submit to the Fund for concurrence at least sixty (60) days before the beginning of the concerned budget year.
11. *Project Implementation Manual (PIM).* The IPSC shall cause the CPIU-IFAD to prepare a draft PIM as soon as practicable, but in no event later than ninety (90) days after the entry into force of this Agreement. The IPSC shall approve the PIM only with prior agreement of the Fund, and provide a copy thereof to the Fund.

## Schedule 2

### Allocation Table

1. *Allocation of the Loan and the Grant Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the Grant and the allocation of the amounts of the Loan and the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	Grant Amount Allocated (expressed in SDR)	% of eligible expenditure to be financed
<b>I. Rural Finance</b>			
I.a SME investment loan financing	3 700 000		100% excluding PFI contribution
I.b Youth Entrepreneurship financing	1 390 000		100%
I.c Microfinance through SCAs	1 445 000		100% excluding PFI contribution
I.d Equity financing	1 445 000		100%
II. Civil Works	1 605 000		100% net of taxes and beneficiaries contribution
III. Goods	320 000		100% net of taxes
IV. Technical Assistance, Training and studies	775 000	320 000	100% net of taxes and beneficiaries contribution
V. Recurrent costs	480 000		100% net of taxes
VI. Unallocated	1 240 000		
<b>TOTAL</b>	<b>12 400 000</b>	<b>320 000</b>	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

- (i) "Equity financing" means expenditures related to the provision of equity for SME investments in agricultural value chains prioritised by the project. Equity will be either straight equity (shareholding) and, as needed, preference shares and subordinated loans (equity loans).
- (ii) "Recurrent costs" means expenditures related to operating costs, salaries and allowances.

### Schedule 3

#### *Special Covenants*

In accordance with Section 12.01 (a) (xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower/Recipient to request withdrawals from the Project Accounts if the Borrower/Recipient has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. *Gender.* At all relevant times during the Project Implementation Period the Borrower/Recipient shall ensure that the CPIU-IFAD and other Project Parties, if applicable, shall strive to improve the gender balance in the operations of the Project, develop targets and processes to achieve those targets as part of a gender strategy, and present reports by the end of each Project year on the achievements towards this end;
2. *Procurement.* The IFAD Procurement Guidelines, dated 17 September 2010, as may be amended from time to time, will apply to the Project.

## **Key reference documents**

### **IFAD reference documents**

Project design document (PDD) and key files

COSOP for Moldova, IFAD 2007

Administrative Procedures on Environmental Assessment

IFAD Strategic Framework 2007 – 2010

# Logical framework

Narrative Summary	Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions/Risks	
<b>Goal</b>				
Rural poverty in Moldova reduced.	<ul style="list-style-type: none"> <li>10% reduction in the number of rural people living on &lt; USD 2.50/day.</li> <li>At least 20% of households involved in RFSADP activities increase household asset ownership.</li> </ul>	National Statistics (MEC/NBS Poverty Profiles). Household surveys (e.g., HBS, MICS, RIMS). Impact assessment studies.	<p>Macro-economic environment and related policies remain conducive to investment, private sector development and trade.</p> <p>No deterioration in existing markets.</p> <p>Sustainable mechanism put in place for operation and maintenance of infrastructure.</p>	
<b>Objective</b>				
Profitable linkage of commercially-oriented, economically active and very poor rural people to high-value agricultural commodity chains.	<ul style="list-style-type: none"> <li>At least 10% increase in export-quality agro-production in the original project area by PY5.</li> <li>At least 10% of commercially oriented poor farmers in the original project area have established contractual arrangements by PY5.</li> <li>At least 1500 full-time and seasonal jobs created by PY5.</li> <li>A minimum of 1 500 additional rural poor smallholder farmers take up at least one of improved technologies by PY5.</li> </ul>	Baseline Survey (benchmark) Government export statistics. Farmer interviews. Government agricultural statistics. Enterprise statistics, including farms. Government employment records. Household interviews.		
<b>Outcomes</b>				
<p>1. Human and financial assets of participating households sustainably improved</p> <p>2. The efficiency of agriculture-related value chains improved in a pro-poor manner</p> <p>3. Increased access of poor rural people to credit through support to appropriate, affordable, rural financial instruments</p> <p>4. Alleviation/removal of infrastructural bottlenecks to improving the assets and incomes of poor rural people.</p>	<p>1.1 Increase in the value of land among participating farmers and businesses</p> <p>1.2 Volume/value of sales in Project-supported activities</p> <p>2.1 Take-up of internationally-recognised quality and food-safety standards</p> <p>2.2 Take-up of contract farming</p> <p>3.1 Number and value of loans</p> <p>3.2 Number of rural households (number of women, young farmers and off-farm entrepreneurs) accessing credit</p> <p>3.3 Number of approved loans include convergence criteria with EU standards</p> <p>4.1 A reduction of at least 50% in wood used for heating/cooking in areas where gasification introduced by PY5.</p> <p>4.2 At least a 5% reduction in unit transportation costs</p>	<p>Cadastral values</p> <p>Market studies.</p> <p>Business records (set against business plans)</p> <p>Government forestry/agricultural statistics.</p> <p>PFI records</p> <p>Household interviews.</p>		
<b>Outputs</b>				
1. Pro-poor Agribusiness Development	<p>1.1. Agribusiness Equity Fund established by start of PY3</p> <p>1.2. At least 50 contract farming arrangements by PY5</p> <p>1.3. At least 20 conservation farming arrangements by PY5</p>	CPIU records Service provider records Government agricultural statistics and beneficiary interviews.		
2. Rural Financial Services	<p>2.1. 82 SMEs supported with loans by PY5</p> <p>2.2. 57 SMEs supported with equity financing by PY5</p> <p>2.3. 120 young entrepreneurs supported with loans/grants by PY5</p> <p>2.4. 540 micro-entrepreneurs supported with loans by PY5</p> <p>2.5. 360 SCA staff trained by PY5</p>	PFI records. Service provider records Beneficiary interviews		
3. Rural infrastructure that facilitates commercial farming and related businesses put in place.	<p>3.1. At least 40 small-scale rural infrastructure sub-projects competed by PY5 (50% roads, 50% electricity, gas and water supply)</p> <p>3.2. At least 20% reduction in post-harvest losses after road construction.</p>	CPIU records (contracts). Farmer interviews.		